

Renaissance italienne et démocratie d'en bas

par Julien Le Mauff

Sous le tumulte des guerres d'Italie, la Renaissance est aussi un temps de révoltes sociales et de résistances collectives. Par l'élaboration de concepts et d'idéaux démocratiques, la contestation serait-elle le creuset de notre modernité politique ?

À propos de : Samuel K. Cohn, Jr., *Popular Protest and Ideals of Democracy in Late Renaissance Italy*, Oxford, Oxford University Press, 2022, 260 p.

En près de trois décennies, Samuel Cohn a fait sien le thème de la révolte et de la rébellion à la fin du Moyen Âge et pendant la Renaissance, avec une demi-douzaine d'ouvrages relatifs au sujet, consacrés tant à l'Angleterre qu'à l'Italie, à la France ou la Flandre. Le sujet était plus à la mode dans les années 1960 à 1980 – notamment en France avec quelques ouvrages devenus classiques comme les *Fureurs paysannes* de Roland Mousnier¹, les *Ongles bleus* de Michel Mollat et Philippe Wolff², ou les *Croquants et Nu-pieds* d'Yves-Marie Bercé³. Puis il avait souffert d'un certain enfermement dans la querelle entre historiens marxistes et non-marxistes, mais aussi de diverses relectures sous l'influence des sciences sociales, de la psychologie et des

¹ Roland Mousnier, *Fureurs paysannes. Les paysans dans les révoltes du XVII^e siècle* (France, Russie, Chine), Paris, Calmann-Lévy, 1967.

² Michel Mollat et Philippe Wolff, *Ongles bleus, Jacques et Ciompi. Les révolutions populaires en Europe aux quatorzième et quinzième siècles*, Paris, Calmann-Lévy, 1970.

³ Yves-Marie Bercé, *Croquants et Nu-pieds : les soulèvements paysans en France du XVII^e au XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1974.

« représentations mentales », rarement accompagnées d'un véritable approfondissement des sources.

L'arrière-plan social des guerres d'Italie

À l'inverse, Cohn s'est efforcé de refonder l'étude des révoltes, en débutant par le Moyen Âge, pour dresser ouvrage après ouvrage une histoire sur la longue durée, s'émancipant de la distinction classique entre un « modèle » moderne – la révolution – et des formes pré-modernes, forcément inabouties. Il s'est aussi éloigné, dès l'origine, des études n'éclairant les mouvements contestataires que sous l'angle social et ne voyant souvent là que des phénomènes structurels, dépourvus d'organisation réelle comme de revendications pleinement politiques, au-delà du règlement d'une situation momentanée de crise (difficultés alimentaires, résistances à l'impôt).

Samuel Cohn aborde les révoltes populaires italiennes de la Renaissance à l'intérieur d'un cadre strict : celui des guerres d'Italie (1494-1559), période propice aussi bien aux résistances contre les incursions étrangères, qu'aux soulèvements face à l'impact économique et social des conflits. Sur le plan méthodique, Cohn se saisit d'une collection de sources aussi vaste que possible. Le propos est ainsi fondé sur le démontage minutieux d'archives diplomatiques et judiciaires, en particulier les suppliques adressées aux gouvernants, ou encore les registres criminels mentionnant certains rebelles et leurs actes. S'y ajoutent les sources narratives, d'une incomparable richesse pour la période : chroniques, mais aussi correspondances publiques et privées, journaux et mémoires, émanant souvent de l'important personnel administratif et diplomatique des cités et républiques italiennes (p. 7-10).

Le travail quantitatif réalisé à partir de ce corpus a permis à l'auteur de recenser pour la période 751 événements sur la péninsule italienne, dont témoigne au moins une source (on peut cependant regretter l'absence de tableau récapitulatif des données). Une analyse fine met aussi en évidence leurs facteurs principaux, et leur localisation (p. 18-21). La répartition géographique des événements corrige d'ailleurs quelques a priori : si Milan ou Naples sont les principaux théâtres de révoltes sur la péninsule (respectivement 63 et 54 pendant la période), il en va presque tout autant de Modène (49). À l'inverse, Florence, surexposée dans l'historiographie des révoltes populaires du fait du caractère éminent des événements la concernant (le renversement des Médicis et l'avènement de Savonarole en 1494, puis l'établissement de la République,

le rétablissement des Médicis en 1512, et ainsi de suite) connaît en réalité comparativement assez peu de troubles à la même période (p. 18).

Repolitiser la révolte

Pour mener à bien son entreprise de réévaluation, l'auteur s'extrait aussi des querelles de définition. Révolte ? Rébellion ? Émeute ? En multipliant les catégories, l'historiographie a souvent fragmenté l'histoire des mouvements populaires en autant d'objets distincts, tout en fixant une distance radicale entre ceux-ci et la révolution, phénomène moderne, canonique et sans précédent. Revenant encore aux sources, Cohn constate d'ailleurs l'existence d'une grande variété de termes dont il n'est guère possible de tirer des catégories claires (p. 12) : du bruit de l'émeute (*rumore, clamore*) à l'agitation de la foule (*tumulto, sublevaranze*) jusqu'aux manifestations plus vigoureuses (*mutinare, movimenti, far movesta*). Dès lors, on comprend le parti de l'auteur, qui à son habitude réunit l'ensemble des expressions de révolte ou de résistance sous l'idée générale de contestation (*popular protest*).

S'insérant dans un travail sur la longue durée, l'ouvrage est par ailleurs largement consacré à identifier les différences (chap. 1 à 4) et les similarités (chap. 5 et 6) des révoltes italiennes de la Renaissance par rapport au Moyen Âge. Le caractère « populaire » de la contestation est d'ailleurs l'un des aspects principaux par lesquels elle se distingue des manifestations des siècles précédents. Les révoltes médiévales étaient souvent, en Italie comme ailleurs, le fait du « menu peuple » (*popolo minuto*), plus touché par les crises et disettes. Elles participaient d'ailleurs de l'identification de cette population laborieuse et défavorisée, comme les tisserands de Sienne révoltés en 1371, et les « Ciompi » de Florence en 1378. Or, aux XV^e et XVI^e siècles, cette ligne de fracture se déplace entre une élite sociale et politique restreinte d'une part, et d'autre part un *popolo* élargi et unifié par la révolte, allant des ouvriers et paysans jusqu'aux artisans et aux commerçants (p. 13-17). Par comparaison avec la période médiévale, des acteurs nouveaux font aussi leur apparition, ainsi que des formes inédites de résistance au pouvoir. La fermeture de leurs boutiques par les commerçants devient ainsi, plus encore qu'un acte parmi d'autres en contexte insurrectionnel, une véritable tactique d'incitation au soulèvement, apte à susciter des révoltes d'ampleur (p. 93-99).

Les révoltes de la Renaissance italienne présentent également des particularités par comparaison avec le reste du continent. Si l'on excepte la poussée savonarolienne

à Florence (1494-1497), et l'extension dans le Trentin et au Frioul de la guerre des Paysans allemands (1524-1526), les protestations fondées sur des motifs religieux (même partiellement) demeurent très rares. L'Italie reste à l'écart des élans réformateurs à l'œuvre dans les contrées voisines, depuis le courant hussite au XV^e siècle jusqu'à la Réforme luthérienne et ses conséquences (p. 148-152). Dès lors, les principales expressions de violence religieuse demeurent surtout antisémites : au Moyen Âge, juifs, marranes et conversos sont couramment visés, quoique Cohn relève un déclin progressif des persécutions (p. 145-148). Dans le même temps, des formes de résistance et de révolte contre l'autorité ecclésiastique, et particulièrement l'Inquisition, sont aussi relevées. Certains mouvements réclament ainsi une plus grande tolérance religieuse, comme à Naples en 1509-1510 et en 1547, ou s'élèvent précisément contre les mesures antijuives et leurs conséquences religieuses et économiques, comme à Rome en 1559 (p. 143-144).

Révoltes populaires et genèse des idéaux démocratiques

La troisième et dernière partie du livre est consacrée par Cohn, sous le terme de démocratie, au constat de l'élaboration d'un certain nombre d'idées, idéaux et pratiques au sein des courants populaires de révolte, et sous leur impulsion. Déjà étudiés dans l'un de ses précédents ouvrages⁴, les revendications et slogans mettant en valeur le mot « liberté » enrichissent la notion elle-même. Jusque-là synonyme d'exemption pour certains groupes déterminés (sur le plan fiscal en particulier), la liberté devient l'étendard des cités insurgées contre l'occupation de forces étrangères et contre les abus des élites civiques (p. 181-186).

De même, le caractère « démocratique » de certains mouvements ressort de leurs pratiques propres, comme l'élection des meneurs, et la dimension délibérative qui y règne. Les rassemblements contestataires élaborent collectivement des revendications précises, proposent des mesures juridiques précises, ou s'accordent pour défendre certains statuts menacés (p. 187-195). Ailleurs, des soulèvements visent explicitement à promouvoir les formes de représentation contre l'accaparement du pouvoir, comme à Gênes à partir de 1506-1507, ou encore à Pérouse (p. 197-198). Face à l'autorité du pape, les Pérugins ressuscitent périodiquement grands conseils et assemblées, particulièrement sous la « guerre du sel » contre l'institution d'une

⁴ Samuel K. Cohn, *Lust for Liberty*.

nouvelle taxe par Paul III (1540). L'échec de la révolte ne signe pas l'extinction de ces revendications.

C'est peut-être l'examen par l'auteur de la notion d'égalité qui retient le plus l'attention. Les révoltes populaires italiennes sont en effet l'occasion de remettre en question une idée reçue : celle, émanant de nombre de politistes, selon laquelle le concept d'égalité aurait été historiquement dépourvu de toute signification sociale et économique. Dès lors, et jusqu'au XIX^e siècle, les inégalités de statuts ou de richesse auraient été à la fois acceptées comme naturelles, et pour ainsi dire indiscernables par les sujets et citoyens. Maintes sources politiques, historiques ou littéraires entrent pourtant en contradiction avec ce postulat (p. 201-205). D'autre part, et au-delà de témoignages pouvant être attribués à une élite éclairée ou « en avance », de nombreuses protestations collectives et supplications formulées face à des désastres naturels ou des taxes trop lourdes le remettent aussi en question. Dans le duché de Milan surtout, sans d'ailleurs que l'auteur fournisse d'explication très précise à cette particularité septentrionale : à Côme, Novare, Crémone, Lodi ou encore Pavie, les pétitions collectives auprès des autorités se multiplient, qui réclament l'*equalità* (ou *egualità*). On y développe aussi des argumentaires fournis contre l'inégalité et ses conséquences : augmentation de la pauvreté, fragilisation des petits acteurs économiques, artisans et ouvriers (p. 210-218). Aussi Cohn conclut-il, à travers l'extension des usages sous la période considérée, à la cristallisation du concept même d'égalité. Celle-ci est « désormais devenue un droit, une question de justice qui exigeait des changements fiscaux et condamnait la corruption des nobles, des citoyens riches, et des officiers gouvernementaux » (p. 226).

Aussi les révoltes et contestations sociales qui constituent l'arrière-plan des guerres d'Italie participent-elles pleinement du laboratoire politique italien de la première modernité. La poursuite sous la Renaissance de phénomènes de révoltes populaires déjà courants au Moyen Âge permet de rétablir une continuité historique véritable jusqu'aux révolutions contemporaines, mais aussi d'affirmer avec Cohn la pertinence d'une *histoire par en bas* s'étendant à la pensée politique, par le rétablissement d'une filiation véritable d'idéaux, de revendications et de formes même, indissociables de l'élaboration de la pensée démocratique moderne.